

Cadrage macro-économique de la Martinique

Une croissance faible expliquée par une demande intérieure stable

En 2015, la croissance martiniquaise s'élève à +0,4 %. Elle succède à un pic de croissance de +1,8 % en 2014 dû à une inhibition de l'activité de la Société Anonyme de Raffinage des Antilles (Sara) en 2013 pour un arrêt programmé de contrôle et remise à neuf durant plusieurs semaines, puis un retour à l'activité normale en 2014. Ainsi, pour une activité de la Sara comparable entre 2014 et 2015, la croissance reste positive en dépit d'une population moyenne en diminution depuis 2008 : -0,9 % en 2015 (et -4,6 % sur la période 2008-2015). En France, la croissance s'élève à +1,3 %.

Clémentine Garandeau, Insee

En 2015¹, le produit intérieur brut (PIB) de la Martinique est en légère hausse à +0,4 % en volume. Avec une population moyenne en baisse de 0,9 % en 2015, soit 378 640 personnes, le PIB par habitant augmente de 1,3 % en euros constants et s'établit à 23 300 euros. Sur la France entière, le PIB par habitant s'élève à 32 800 euros, en Guadeloupe à 21 000 euros et en Guyane à 15 600 euros.

La consommation des ménages croît de 1,1 % en volume par tête

En dépit d'une population en baisse de près de 1 %, l'évolution de la consommation des ménages en volume reste positive : +0,2 %.

La demande des ménages profite du recul du taux de chômage (-0,5 point par rapport à l'année passée), qui s'établit à 18,9 % en 2015. Dans le secteur privé, l'emploi augmente de 1,4 %. Dans la sphère publique, la masse salariale progresse de 0,5 % en valeur.

Cependant, l'évolution du revenu disponible global des Martiniquais est impactée par la baisse et le changement de structure de la population. Celle-ci continue de diminuer (-1,0 % après -0,5 % en 2014), notamment dans les tranches d'âges les plus jeunes (-2,6 % pour les 0-19 ans et -4,0 % pour les 20-39 ans). À l'inverse, le nombre de personnes ayant 60 ans et plus (32 % de la population) augmente sensiblement, en particulier les 60-74 ans (+3,6 %). Le nombre de retraités sous le régime général et bénéficiaires du minimum vieillesse croît ainsi de 2,0 %.

Le tassement de la demande se traduit par le maintien du chiffre d'affaires des hypermarchés et le ralentissement des importations de biens de consommation en valeur (+1,0 % au lieu de +2,5 % en 2014). En particulier, la hausse des importations de biens de consommation durables (équipement de la maison) fléchit (+2,3 % après +11,0 % en 2014). Les importations de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac augmentent de 1,2 % en valeur, après -1,7 % en 2014. Pour autant, les crédits à la consommation affichent une bonne tenue (+9,7 %), tout comme les immatriculations de véhicules neufs particuliers (+14,2 %).

L'investissement privé en hausse, celui du public diminue

L'investissement est quasiment constant en volume, +0,6 %, après avoir augmenté de 4,5 % en 2014.

Le secteur privé permet à l'investissement de se maintenir. L'encours des crédits d'investissement accordés aux entreprises augmente significativement de 13,1 %. En revanche, les crédits immobiliers (-3,9 %) et les crédits d'exploitation (-21,6 %) reculent.

Tous les secteurs n'en profitent pas pour autant. Le secteur du BTP (environ 60 % de l'investissement) rencontre des difficultés. Les ventes de ciment sont en repli (-1,6 % après +6,5 % en 2014) et les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel chutent (-12,8 % après +11,5 % en 2014).

Le secteur public réduit ses dépenses d'investissement de 9,7 %. Cette diminution marquée est due à la contraction des investissements du secteur hospitalier qui retrouvent leur niveau de

2011, après plusieurs années de travaux (2012-2014).

En 2012, le montant d'investissements des hôpitaux a été multiplié par près de dix, en raison notamment de la reconstruction pour mise aux normes parasismiques du plateau technique de l'hôpital Pierre Zobda-Quitman (budget total de 169 millions d'euros). Les dépenses de l'État (environ 5 % du total), quant à elles, stagnent. Les dépenses des collectivités locales en investissement, qui représentent plus de 80 % de l'investissement public en 2015, progressent de 11,4 %. Ainsi la mise en place du Transport en commun en Site Propre (TCSP) a nécessité un volume total d'investissements estimé à 380 millions d'euros, dont 254,5 millions d'euros de financements par la Région et 87,5 millions d'euros de fonds européens (FEDER) sur la période 2003-2015. Sur ces 380 millions d'euros, près de 200 millions d'euros de travaux ont été réalisés sur la période 2013-2015.

Les dépenses publiques en baisse

En 2015 les dépenses publiques sont à la baisse : -0,5 en volume.

Cela provient des consommations intermédiaires à la fois des administrations publiques, de la sécurité sociale et de l'enseignement (-6,1 %) et de la santé (-10,4 %).

Le tourisme est bien orienté

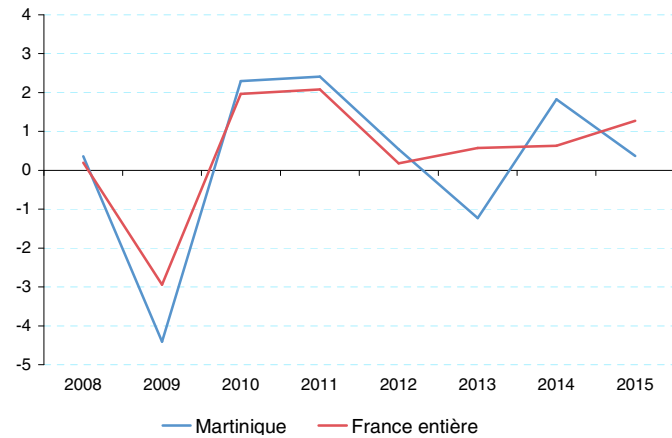
Le tourisme retrouve quelques couleurs en 2015 après une stagnation des dépenses l'année passée : elles augmentent de 2,8 % en valeur, avec une inflation quasi nulle, et atteignent 306,8 millions d'euros.

Les dépenses directes (hors effets d'entraînement) contribuent ainsi pour +0,1 point à la croissance. ■

1. Les données macroéconomiques 2016 ne seront disponibles qu'au cours du 3^e trimestre 2017 et feront l'objet d'une publication en fin d'année.

1 Le PIB en volume se maintient malgré une population en baisse

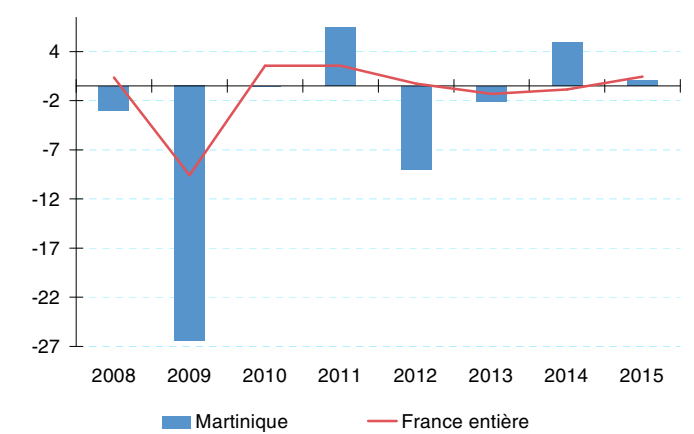
Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

4 L'investissement se stabilise

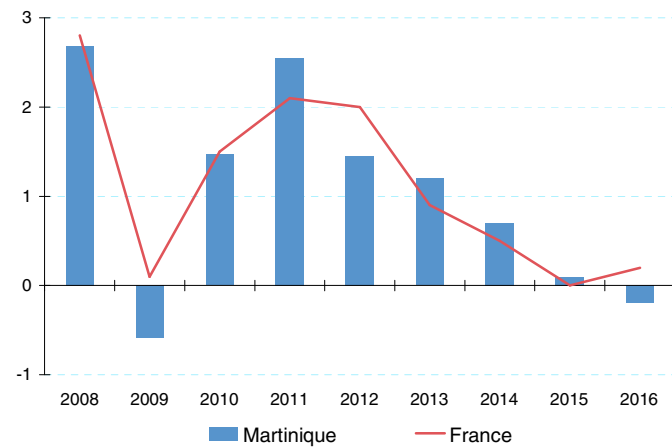
Évolution de l'investissement en volume (en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

2 L'inflation légèrement négative en 2016

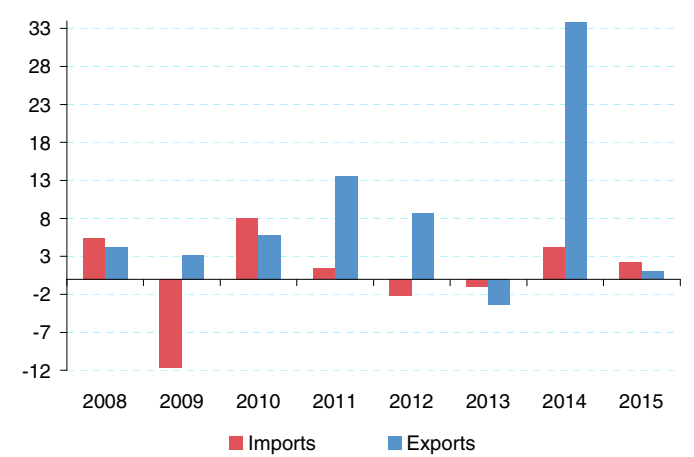
Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle (en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

5 Les échanges extérieurs progressent en volume

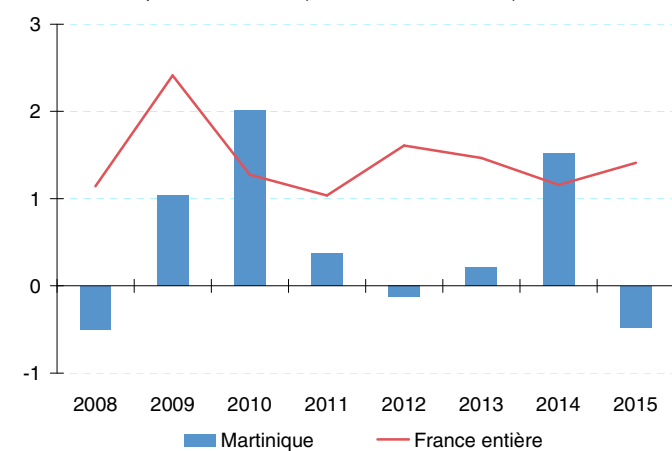
Évolution des échanges extérieurs en volume (taux de croissance en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

3 Les dépenses publiques en légère baisse

Évolution des dépenses en volume (taux de croissance en %)



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.